

Mercredi 11 mai 2005

le quotidien du congrès

61^e Congrès



Marie-France Benoit, Claudette Carbonneau et Jocelyne Everell.

Le guide de sensibilisation *Ciel, un hippopotame dans mon milieu de travail !* a été lancé hier soir lors d'un coquetel réunissant les membres du comité exécutif de la CSN, les responsables de la condition féminine et de la santé et sécurité au travail. Ce superbe et instructif document vise à faire tomber les préjugés et à lever le voile sur le travail effectué par des travailleuses et des travailleurs dans leurs milieux.

nos chroniques

Billet	2
International	6
Les outils collectifs	8
Quelques pas où aller	8
Potins et rumeurs	11
Babillard	12

Un engagement intergénérationnel



Combattre la discrimination liée à l'âge, restreindre toute forme de précarité d'emploi, promouvoir dans les conventions collectives une meilleure conciliation des activités de la famille et du travail, assurer un partage des droits et devoirs entre travailleuses et travailleurs jeunes et plus âgés, établir des conditions de militantisme respectueuses des obligations familiales ; telles sont les grandes lignes du contrat social de solidarité intergénérationnelle dans les milieux de travail qui a fait l'objet d'une déclaration de principe lancée hier à l'adresse des congressistes.

Une action syndicale originale et solidaire

La CSN a toujours placé l'être humain au premier rang de ses préoccupations, tant au plan de son action que de ses valeurs. Ce choix marque toutes nos pratiques y compris notre façon de considérer le développement économique. Pour nous, un développement économique qui n'aurait pas comme finalité le développement social aurait perdu son sens. Il doit servir les intérêts de l'ensemble et, en aucun cas, être détourné au profit de quelques nantis.

Pour la CSN, il était essentiel d'ancrer cette vision dans le réel. Poussant la réflexion d'abord sur les questions de crédit et d'endettement puis, sur le contrôle de notre épargne et la façon de l'utiliser, la CSN, ses militantes et ses militants ont été conduits à construire et à consolider un réseau d'institutions d'intervention porteur d'une plus grande démocratie économique. Ces institutions sont : la Caisse d'économie solidaire, le groupe MCE Conseils, Bâtirente, Fondation¹ et tout récemment, la Caisse d'économie Le Chainon². Que ce soit par une utilisation plus judicieuse de notre épargne, l'accès à un véhicule d'épargne pour la retraite, particulièrement pour des travailleuses et des travailleurs qui en étaient exclus, des stratégies adaptées pour créer ou maintenir des emplois ou encore par des investissements dans des entreprises soucieuses des droits sociaux et environnementaux et qui prônent une gestion participative, toutes, à leur façon, elles contribuent à démocratiser l'économie.

On a souvent dit de ces outils collectifs de la CSN qu'ils constituaient un prolongement de l'action syndicale. À mon avis, ils représentent beaucoup plus que cela ! En fait, ils exercent une influence réelle sur l'action syndicale de la CSN. Je

me limiterai à deux exemples pour illustrer mon propos.

Le dernier congrès de la CSN mandatait le comité exécutif pour qu'il mette en place une politique sur la finance socialement responsable. Pour y parvenir, la CSN a pu mettre à profit l'expertise de l'ensemble de ses ressources pertinentes y compris celles de ses outils collectifs. Ainsi, Bâtirente, fort de son expérience en matière de gestion d'épargne en vue de la retraite, a assumé la maîtrise-d'œuvre de l'élaboration de cette politique. Cette dernière a par la suite été adoptée par le conseil confédéral de la CSN.

Voilà pourquoi au présent congrès nous pouvons aller plus loin encore en proposant de mettre en place les moyens pour assurer la formation des militantes et des militants CSN concernant la gestion de leurs caisses de retraite. Nous commencerons, ainsi, à agir concrètement sur les placements socialement responsables.

Toujours en s'associant à ses institutions d'intervention économique, la CSN est à finaliser un projet concret de coopération avec la Centrale unique des travailleurs (CUT) du Brésil. Ce projet vise à appuyer la CUT dans le domaine

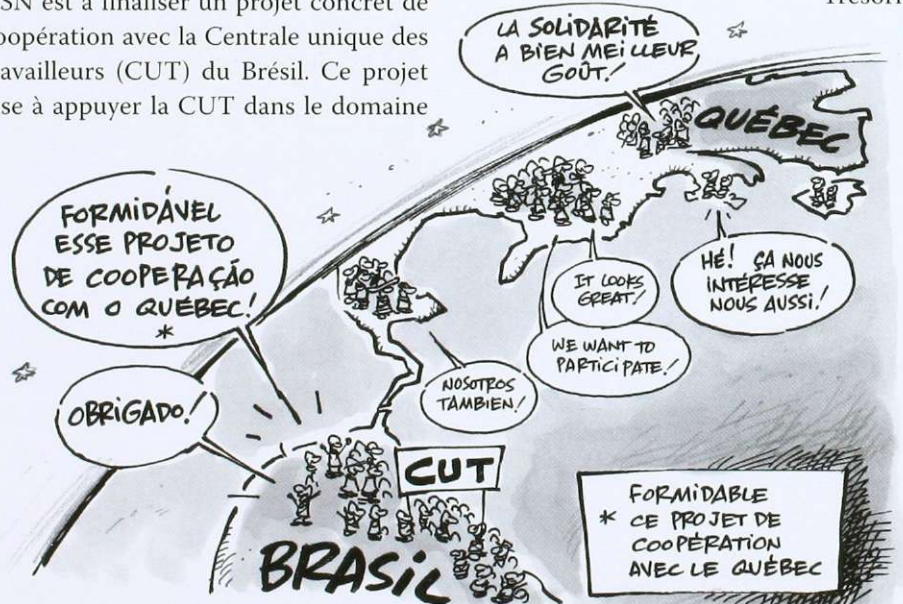
de l'épargne et de l'investissement en ciblant la mise sur pied de fonds de retraite, d'investissement solidaire et de microfinance, tout cela dans la perspective de favoriser la création d'emplois socialement utiles. L'opération est en marche. Ce projet avec la CUT du Brésil a conduit la CSN et les outils collectifs à mettre sur pied une organisation non gouvernementale appelée Développement solidaire international. L'objectif est de développer des projets similaires avec d'autres organisations syndicales.

Comme on le voit, l'existence de tels outils collectifs concourt à enraciner l'engagement social de notre action syndicale jusqu'à l'élargir à des interventions à l'échelle internationale. Ce faisant, nous pratiquons une action syndicale originale et solidaire.

¹ Fondation a procédé à la création des nouveaux outils collectifs Filaction et le Fonds de formation professionnelle.

² Un texte sur cette caisse paraîtra dans le numéro de demain.

Pierre Patry
Trésorier



Des mesures à prendre pour en atténuer les effets

Des dispositions légales plus contraignantes devraient être adoptées à l'endroit des entreprises qui procèdent à des licenciements collectifs ou à la fermeture de leurs installations, soutient la présidente de la CSN, Claudette Carbonneau.

par Yvan Sinotte



Alain Lampron, président de la Fédération de la métallurgie, Claudette Carbonneau, présidente de la CSN et Jean Lortie, président de la Fédération du commerce.

En conférence de presse, en début de matinée hier, la présidente de la CSN a souligné que, depuis 2003, on assiste à une véritable hécatombe : dans les seuls rangs de la CSN, plus de 6500 salarié-es ont perdu leur emploi en raison de licenciements collectifs ou de fermetures causés, entre autres, par des transferts de production à l'étranger, le recours accru à la sous-traitance ou la concurrence avec la Chine.

À la CSN, les fédérations des secteurs du commerce, de la métallurgie, comme celle du papier et de la forêt sont particulièrement affectées par ce phénomène. « Le marasme dans l'industrie des pâtes et papier, rappelle Claudette Carbonneau, a eu raison de l'usine de Port-Alfred alors que 640 travailleurs se sont retrouvés sur le carreau. La levée des quotas sur les importations de la Chine a fait perdre 250 emplois chez Victoria Précision, un fabricant de vélos de la région de Montréal. À Baie-Comeau, Alcoa se prépare à 200 mises à pied pour recourir à la sous-traitance. Chez Indeck, dans la région de Québec, les employés-es ont appris la veille qu'ils perdaient leur emploi le lendemain.

« Que ce soit le domaine du textile, chez Textiles Du-Ré de la Beauce, chez Chaussures Rock Forest en Estrie ou dans le domaine agroalimentaire, chez Olymel de Princeville, la levée des barrières tarifaires engendre la réouverture des conventions collectives pour revoir les conditions de travail à la baisse et, en bout de ligne, des fermetures. »

Obligation de transparence

La CSN propose un amendement à la Loi sur les normes du travail qui prévoirait une obligation de transparence dans les intentions de l'entreprise. Si une fermeture est jugée inévitable, la CSN réclame que les motifs de licenciement soient évoqués afin que les instances publiques, les régions et les syndicats soient en mesure de travailler à des solutions de remplacement. De telles dispositions existent en Europe et ont fait leur preuve.

COURT DÉBAT SUR LE MAINTIEN DES CONSEILS CENTRAUX

Le débat sur l'abolition des conseils centraux a été court. Si les délégué-es ont eu une écoute respectueuse de tous les intervenants, on sentait bien que l'opinion du plus grand nombre était faite. Les tenants de la dissolution y voyaient apparemment une manière de revoir la distribution des ressources dédiées à chaque mission de la centrale, mais une majorité écrasante de la plénière ne l'a pas vu de cet œil.

La CSN croit que, de plus, la Loi sur les normes du travail devrait prévoir une augmentation des délais de transmission d'avis de licenciements collectifs et des pénalités, si ces derniers ne sont pas respectés. « Les grandes entreprises comme les plus petites doivent payer davantage pour les dommages qu'elles causent », affirme la présidente de la CSN. Les travailleuses et les travailleurs devraient pouvoir toucher des indemnités de mise à pied équivalentes à un minimum d'une semaine de salaire par année de service.

Selon Claudette Carbonneau, il importe de s'interroger, comme syndicats, sur l'avenir de nos entreprises. « Les conditions de travail, c'est bien beau, mais qu'en est-il des investissements, de l'état des équipements, de l'innovation, de la recherche et du développement ? Bref, sommes-nous en train de vivre dans une entreprise qui est menacée de fermeture ? Voilà, me semble-t-il, des questions tout à fait de notre temps, que nous devons nous poser. »

Soutien au revenu

Enfin, la CSN favorise la remise sur pied du programme de soutien au revenu pour les travailleuses et les travailleurs âgés qui perdent leur emploi mais ne peuvent prendre immédiatement leur retraite se retrouvant de la sorte dans une spirale descendante qui transforme leur vie en enfer.

Recyclage

Deuxième vie aux déchets dangereux chez Onyx



Yves Vachon est président du Syndicat des travailleuses et des travailleurs de Onyx Industries.

Cette entreprise se spécialise entre autres dans le traitement de déchets dangereux. Bien que certains produits qui transitent chez Onyx soient enfouis, l'entreprise en recycle et en récupère plusieurs, selon M. Vachon. *Elle traite l'eau huileuse ou contaminée, qui provient des industries ou de déversements accidentels. L'huile peut être recyclée en huile à chauffage pour les cimenteries et des solvants sont récupérés pour en faire des nettoyants industriels*, explique-t-il. Les déchets domestiques dangereux, les contenants d'huile et les bombonnes de gaz propane ont aussi une deuxième vie après leur passage chez Onyx Industries.



Transport en commun

Absence de vision



Pierre St-Georges est président du syndicat du transport de Montréal. Son syndicat lutte entre autres contre le prolongement de l'autoroute 25, promis par le gouver-

nement Charest, pour relier Laval à l'Île de Montréal. *Ce gouvernement n'a aucune vision environnementale : il appuie les accords de Kyoto, mais encourage les gens à utiliser leur automobile. De plus, il fait la promotion des PPP dans les transports en commun, alors qu'on sait que ce sont toujours les usagers qui paient la note.* Celui-ci souligne que, depuis trois ans, une firme privée fait la gestion de l'entretien des véhicules de la STM. Ça s'appelle mettre le pied dans la porte.

La planète est polluée parce que les individus sont pollués

— madame K

par Jean-Sébastien Marsan

« Il y a une dépollution à faire au plan individuel. » Voilà, grossièrement résumé, le dada de K (pseudonyme de Karine Lanoie-Brien). Celle qui se qualifie d'« écommunicatrice » est invitée au congrès de la CSN pour démystifier le DD (développement durable).

Professionnelle de la télévision depuis 1997, K a entre autres été chroniqueuse pour Têtes@Kat (Radio-Canada), reporter-réalisatrice des reportages « techno-écolo » de La Revanche des Nerdz (Z télé) et coordinatrice de la série Les Artisans du rebut global (Télé-Québec). Elle a aussi milité pour le recyclage des vêtements et la consommation responsable.

« Nous étions cinq, nous avions 15 000 \$ et 13 semaines pour construire une maison faite entièrement de matériaux recyclés, à Victoriaville. Pour moi, c'était un exercice d'intégration : il fallait rompre



Madame K parlera aux congressistes de développement durable qui s'appuie sur des projets concrets.

Le développement durable de quoi ?

« La première question que je me suis posée quand j'ai entendu parler du développement durable, c'est: "Le développement durable de quoi ?", raconte-t-elle. L'expression a l'air très économique, je ne voyais que le développement de l'industrie, de tel et tel secteur, de façon durable. Mais au fond, le développement durable, c'est le développement d'une société constituée de citoyens qui ont des besoins. Pour moi, le développement durable, c'est fabriquer et consommer de la façon la plus responsable possible. »

Pour illustrer le concept, K cite l'expérience des Artisans du rebut global :

avec tout réflexe, tout automatisme de consommation. Au lieu d'aller à la quincaillerie du coin pour acheter des vis, je devais me demander comment faire pour les trouver en matériaux récupérés. »

Au final, la maison n'est pas 100 % écolo, l'équipe a dû acheter certains matériaux à l'état neuf. À l'impossible, nul n'est tenu ; ce qui importe, pour K, c'est la volonté d'intégrer le développement durable dans sa vie personnelle et d'assumer ses choix. « Le développement durable fait partie de ma vie au quotidien, j'améliore tout le temps la qualité de mon engagement », assure K. Qui peut en dire autant ?

Le Québec n'a pas de politique d'occupation du territoire

— Guy Chevette

par Jean-Sébastien Marsan

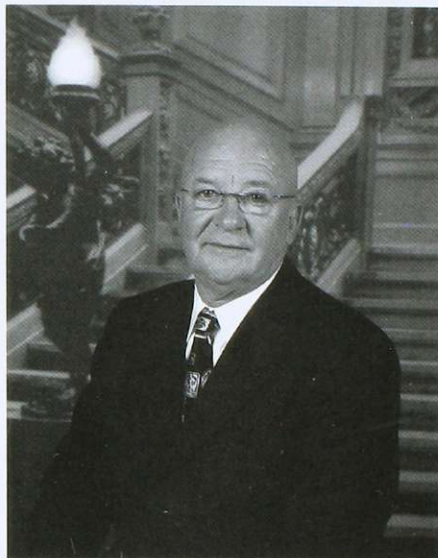
L'ancien ministre péquiste, aujourd'hui consultant, conserve un intérêt marqué pour le dossier des régions (dont il a été titulaire). Et il n'a pas perdu son franc-parler. « Sans politique d'occupation du territoire, il n'y a pas de vision du développement des régions qui contribue à occuper le territoire », lance-t-il d'emblée lorsqu'on lui demande de résumer le contenu de sa conférence au congrès de la CSN.

Le résultat de ce manque de planification ? « Les ressources naturelles des régions sont souvent acheminées vers les centres urbains ou aux États-Unis pour subir une deuxième et troisième transformation », comme à l'époque pré-révolutionnaire tranquille.

Guy Chevette se désole du manque de capitaux pour le démarrage d'entreprises en région, des maigres ressources accordées aux centres locaux de développement, de l'exode des jeunes... sans oublier celui des citoyens plus âgés. En effet, il est difficile de retenir une population dans des régions où la qualité de vie est inférieure à celle des grandes agglomérations urbaines.

« Un exemple très concret : à Colombier, dans la MRC de la Haute-Côte-Nord, pour une maison de 50 000 \$ loin des services et des centres éducatifs, les résidents paient plus cher de taxes que pour une maison de 70 000 \$ dans la ville de Québec », soutient-il.

« Il faudrait une sorte de péréquation ou de redevance sur les richesses perçues dans les régions, pour que les gens occupent le territoire et créent de l'emploi », suggère Guy Chevette.



Monsieur Guy Chevette entretiendra les délégués au congrès de développement régional.

« Et il y a le volet autochtone. Aujourd'hui, il y a une explosion démographique chez les autochtones, leur population double en dix ans. Il faut leur permettre de participer au développement des ressources et au partage de la richesse. Ce sera un problème social épouvantable dans l'avenir si on ne contribue pas dès maintenant à créer de l'emploi pour les autochtones », avertit Guy Chevette, qui remarque une « agressivité montante entre les populations autochtones et les non-autochtones ».

N. B. Le 2 mai, le Conseil de l'industrie forestière du Québec a annoncé la nomination de Guy Chevette à titre de président-directeur général et nouveau porte-parole de l'industrie forestière et papetière québécoise.



Gilles Belzile, président du Conseil central de la Côte-Nord

Les jeunes quittent suivis de leurs parents

Alors que 30 % de l'électricité du Québec est produite sur notre territoire, le gouvernement n'a pas trouvé le moyen de négocier un accord de tarif avec Alcoa. La compagnie a annulé la rénovation des vieilles cuves Soderberg. Cela va entraîner une perte de 600 emplois en 2010. Pour une région comme la nôtre, ce sera catastrophique.

La Côte-Nord est la seule grande région où n'existe aucune institution universitaire. Nos deux cégeps ont du mal à maintenir leur offre de cours faute de clientèle. Forcés, les jeunes partent étudier à l'extérieur et y demeurent. Quand vient le moment de la retraite, souvent leurs parents vont les rejoindre. C'est un cercle vicieux qui pour-rait, à terme, rendre la région exsangue.



Gerry Foster, travailleur de scierie de la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean



Ressources mal planifiées

Chez-nous, on a vécu de nombreuses fermetures d'usine. Abitibi-Consol et Alcan sont les plus spectaculaires. Déjà, les gens quittent la région. Les conclusions que le gouvernement tire du rapport Coulombe vont accentuer le phénomène. On est d'accord avec les recommandations du rapport, mais le résultat sera quand même de couper 20 % des possibilités forestières. Si, aujourd'hui, on est acculé à accepter un pareil recul, c'est que la gestion de la ressource a été négligée depuis longtemps. Pour éviter le pire, le gouvernement devrait écouter nos propositions qui visent, entre autres, à ce que les jeunes demeurent en région.

Juan José Cantiello : *piquetero*, syndicaliste, prêtre

Juan José Cantiello est un *piquetero*. Au Québec, on l'appellerait peut-être un piqueteur ou un manifestant, mais dans son pays, l'Argentine, le terme prend une tout autre ampleur.

Les *piqueteros* constituent un mouvement composé des victimes du modèle le plus brutal de néolibéralisme qui était imposé à l'Argentine par le Fonds monétaire international à l'ère du gouvernement Menem. Les privatisations, les coupes dans les services sociaux et les pertes massives d'emplois ont entraîné une crise sociale et économique qui a poussé la moitié de la population sous le seuil de la pauvreté.

C'est au début des années 90, explique M. Cantiello, que les sans-emploi s'organisent dans la Federación Tierra y Vivienda (Fédération terres et logement). Ils sortent dans la rue et érigent des barricades. « Il y avait beaucoup de familles, des parents qui n'arrivaient pas à nourrir leurs enfants, dit-il. C'était leur seule façon de sortir de l'anonymat. »



Aujourd'hui, les *piqueteros* sont devenus une force politique majeure dans ce pays de l'Amérique du Sud. On leur attribue même d'avoir chassé du pouvoir l'ancien président Eduardo Duhalde, en 2003, après des manifestations monstres qui ont secoué le pays.

Cependant, Juan José Cantiello porte un autre chapeau. Il est secrétaire général de la province de Buenos Aires pour le Central de Trabajadores Argentinos (CTA). Cette centrale rassemble des syndicats traditionnels, des groupes de chômeurs et des groupes communautaires.

« À cause du chômage, les lieux de travail ou les usines ne sont plus des points de rassemblement ; ce sont plutôt les quartiers, explique Juan José Cantiello. Donc, si on veut les organiser, il faut les organiser dans les quartiers. »

Enfin, Juan José Cantiello possède un troisième titre : celui de prêtre de l'Église catholique. Et c'est dans cette fonction qu'il était d'abord associé au CTA, surtout pour son travail auprès des pauvres en tant que tenant de la mouvance de gauche au sein de l'Église inspirée par la théologie de la libération. Il a été licencié dans la vague de répression sous le pontificat de Jean-Paul II, comme des milliers d'autres prêtres. Il s'est ainsi retrouvé dans la rue avec le statut de sans-emploi et *piquetero*.

« J'ai déjà écrit, dans un journal de Buenos Aires, que, si Jésus était en vie aujourd'hui, il serait un *piquetero* ! »

Lyle Stewart

Une histoire de solidarité

14 mai 2002, en début de soirée. Un incendie détruit complètement l'usine de Viandes Du Breton à Notre-Dame-du-Lac, au Témiscouata. La petite communauté de 3000 habitants est ébranlée par la perte d'un des principaux piliers de son développement économique.

La tragédie ne fait heureusement aucun mort, mais les 600 travailleurs se retrouvent sans emploi. L'incertitude est à son comble chez les 375 syndiqués, qui venaient de signer leur première convention collective. Une partie des opérations est temporairement relocalisée en Beauce et 150 travailleurs reprennent le travail là-bas, à plus de 300 km de route à parcourir une fois par semaine.

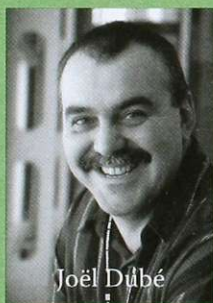
Se serrer les coudes

Le syndicat organise des services d'urgences pour aider tous ceux qui de-

meurent sans travail et fait appel à la solidarité syndicale des camarades afin de redémarrer les opérations et traverser la crise. Le syndicat des travailleuses et travailleurs de Viandes Du Breton,

qui participait en 2002 à son premier congrès de la CSN, a bénéficié de l'appui de la confédération. « Nous ne savions pas si nous allions encore être là au prochain congrès, dit-il. L'appui moral, financier et technique de la CSN nous a aidés à traverser cette épreuve », souligne Joël Dubé, président du syndicat.

« Nous sortons de cette expérience plus forts. Cet appui et l'esprit de collaboration développé avec l'employeur ont permis de réintégrer les travailleurs et



d'instaurer une nouvelle façon de travailler », constate-t-il.

Alors que les premières négociations s'étaient déroulées dans la confrontation, la tragédie a incité les employeurs et les travailleurs à se serrer les coudes. « Nous ne voulions pas que l'entreprise se réinstalle ailleurs et que la région se vide, c'est pourquoi nous avons renégoциé une nouvelle convention, déclare Joël Dubé. En deux semaines, nous nous étions entendus sur une convention sur 10 ans et, surtout, nous avons reçu la reconnaissance pleine et entière de notre syndicat par l'entreprise », dit-il. Le plus important gain a été l'instauration d'un système de transport en commun entre Notre-Dame-du-Lac et Rivière-du-Loup, nouveau site de l'entreprise où travaillent aujourd'hui les syndiqué-es.

Geneviève Meloche

Tout le monde parle de santé, sauf que...

Si la santé demeure la préoccupation numéro un des Québécoises et des Québécois — et devient souvent une véritable obsession pour nos gouvernements —, le comité confédéral de santé et sécurité de la CSN constate qu'il reste encore beaucoup de travail à faire pour que nos milieux de travail deviennent des lieux sécuritaires et sains pour tous, comme le dit le slogan de la campagne du 28 avril. Avec la tendance actuelle de rareté de main-d'œuvre, il serait logique de s'attendre à des améliorations dans les conditions de travail, ce qui ne signifie pas uniquement de meilleurs salaires, mais également un environnement viable. Cela n'est malheureusement pas toujours le cas.

par Geneviève Meloche

Protéger nos acquis sociaux

« L'agenda néolibéral du gouvernement Charest nous a considérablement perturbés dans la poursuite de notre travail de prévention à cause des projets de réforme réglementaire à étudier », déplore la responsable du comité confédéral santé-sécurité, Louise Laitre. « La nouvelle présidence de la CSST a été nommée par les libéraux », s'inquiète-t-elle. Devant les pressions du patronat qui argumente que la prévention nuit à la compétitivité des entreprises, des reculs sont à craindre de la part de nos gouvernements.

Dans ce contexte, la prise en charge de la santé-sécurité par les syndicats devient déterminante. « La conjoncture politique ne doit pas nous empêcher d'être proactifs. Nous demeurons vigilants et devons nous mobiliser pour démontrer qu'il est souhaitable et rentable d'agir en prévention », explique-t-elle.

L'indignation : moteur d'action

C'est pour cela qu'un des trois axes du plan de travail proposé par le comité sera d'accentuer le travail de sensibilisation à la prévention sur le terrain. Un des moyens prévus pour réaliser cet objectif

est de relancer la semaine de santé et sécurité au travail.

Le deuxième axe concerne la prise en charge locale. « Les syndicats demeurent les meilleurs leviers pour s'occuper de santé et de sécurité. Ils doivent prendre en charge cette dimension et l'intégrer pleinement à la vie syndicale », commente Louise Laitre. « Nous disposons de moyens extraordinaires : formation, services de prévention, de défense et de syndicalisation de la CSN. Il s'agit de

mobiliser nos forces, de créer une synergie pour que les syndicats se les approprient, propose-t-elle. Nous voulons que le message passe : il ne faut pas être un spécialiste ou un universitaire pour s'occuper de santé et sécurité », insiste Louise Laitre.

Le troisième axe de travail concerne les enjeux politiques, entre autres le fonctionnement de la CSST et l'application de la Loi sur la santé et sécurité au travail.

Les luttes menées par la CSN ont permis des avancées significatives dans plusieurs dossiers comme les assignations temporaires, l'assistance médicale et la réforme des tribunaux administratifs.

L'arrivée d'une cuvée de nouveaux militants, de jeunes salarié-es constitue une excellente opportunité d'enraciner de bonnes pratiques dans nos syndicats et de responsabiliser l'ensemble des employeurs et des travailleurs à la santé au travail. « La CSN s'est toujours préoccupée activement de santé-sécurité en offrant des outils et des ressources spécialisées de façon à répondre aux besoins des syndicats. Nous continuerons dans cette lignée », conclut Louise Laitre.



Bâtirente : régimes de retraite adaptés aux besoins

Bâtirente est un système de retraite créé en 1987 à l'initiative de la CSN pour permettre aux travailleuses et aux travailleurs de profiter de régimes de retraite adaptés à leurs besoins. Bâtirente est inscrit comme cabinet de services financiers, ce qui lui permet d'offrir aux syndicats et à leurs membres des services-conseils de pointe en matière de retraite collective.

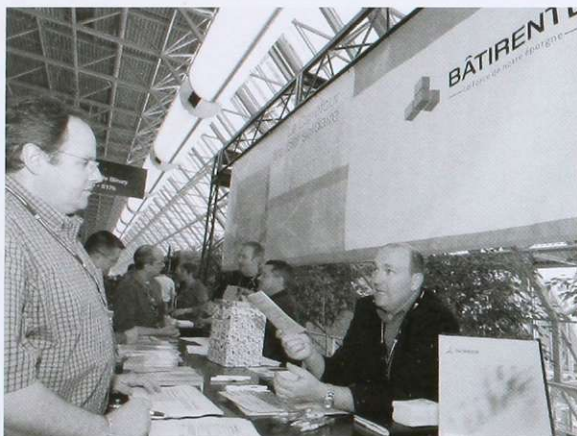
Tout membre d'un syndicat affilié à la CSN, tant du secteur public que du secteur privé, peut participer volon-

tairement à un régime d'accumulation Bâtirente (REER ou CRI) ou de prestations (FERR ou FRV) même si son syndicat ne l'a pas encore mis en place dans son milieu de travail. Dans le secteur public, tout membre CSN peut même cotiser au REER collectif par retenue sur le salaire.

Fonds Trésorerie

Comme c'est déjà le cas pour plusieurs syndicats, fédérations et conseils centraux de la CSN, qui confient la gestion d'une partie de leur actif à Bâtirente, tous les syndicats peuvent faire des placements dans le Fonds Trésorerie. Ce fonds s'est classé parmi les dix meilleurs de sa catégorie au cours de chacune des cinq dernières années et son rendement net annualisé s'élève à 5,9 % au cours de cette période.

Il y avait beaucoup d'animation, hier, au stand de Bâtirente.



Finance socialement responsable

Bâtirente est un chef de file dans le domaine de la finance socialement responsable. De façon à remplir adéquatement ses obligations fiduciaires, Bâtirente a adopté une politique de placement socialement responsable où il réaffirme sa volonté de promouvoir le respect des droits humains fondamentaux, la préservation de l'environnement et l'adoption de saines pratiques de gouvernance.

Statistiques de Bâtirente

Au 1^{er} mai 2005, Bâtirente desservait quelque 360 groupes affiliés à la CSN et comptait près de 25 000 participantes et participants qui œuvrent dans l'ensemble des secteurs d'activité de l'économie québécoise. Depuis la création de Bâtirente en 1987, son actif ne cesse de croître et atteint maintenant quelque 580 millions de dollars.

Site Internet : www.batirente.qc.ca

Courriel : info@batirente.qc.ca

Henri Jalbert

Quelques pas où aller...

Daniel Leduc

Que ce soit pour y déambuler tranquillement à pied, à vélo ou en patins, ou encore pour visiter un musée ou même visionner un film en format Imax, le Vieux-Port de Montréal est tout simplement le berceau de la ville. En effet, c'est à partir de cet endroit que s'est développé Ville-Marie, qui deviendra plus tard Montréal. Depuis son réaménagement, il y a plus d'une dizaine d'années, le Vieux-Port est devenu un lieu prisé non seulement par les touristes mais également par les personnes qui habitent Montréal. En effet, il est possible d'y pratiquer une multitude d'activités récréatives comme le vélo ou le patin à roues alignées. D'ailleurs, des équipements

Une fenêtre sur le fleuve

peuvent être loués sur le site. En plus d'offrir un lieu idéal pour se promener et prendre l'air, le Vieux-Port est une merveilleuse fenêtre sur le fleuve et permet aux photographes amateurs de croquer de magnifiques clichés. Dans un tout autre ordre d'idées, le Centre des sciences de Montréal vous accueille avec une exposition fascinante et le cinéma Imax qui y est adjacent vous donnera assurément le vertige.

Musées

À proximité du Vieux-Port, jute à côté du début du canal Lachine, vous trouverez

deux autres musées qui sont, certes, fort différents, mais bien intéressants. Il s'agit de la Pointe-à-Callière avec son musée d'archéologie et d'histoire de Montréal (rue de la Commune et rue de Callière). L'autre centre d'histoire de Montréal, situé sur la place d'Youville, est logé dans une ancienne caserne de pompiers qui, à elle seule, vaut le détour.

En matière de restauration, vous aurez l'embaras du choix si vous empruntez la rue de la Commune, qui longe le Vieux-Port, et surtout la rue Saint-Paul avec sa profusion de boutiques de toutes sortes comprenant les commerces de souvenirs. Profitez-en donc pour vous laisser guider par vos pas et votre inspiration.

De l'argent pour un monde solidaire



Pierre Patry

L'argent ne fait pas le bonheur, mais il permet de contribuer à rendre le monde meilleur. Le trésorier de la CSN, Pierre Patry, confirme que les états financiers 2002-2005 de la CSN sont représentatifs de l'arrivée au pouvoir du gouvernement de Jean Charest et de la difficile conjoncture politique qu'il a engendrée par son esprit antisocial et anti-syndical.

En effet, ces attaques ont mis à rude épreuve les ressources financières de la CSN même si l'exercice s'est conclu avec un excédent des revenus sur les dépenses d'environ 1,250 M\$ au budget de fonc-

tionnement. Pour sa part, le Fonds de défense professionnelle (FDP), qui est le fond consacré aux luttes, a été mis à plus rude épreuve avec un déficit de 9,5 M\$. Cette situation est normale puisque la CSN a été au premier rang des batailles contre le gouvernement Charest. En outre, le nombre de grévistes a connu des sommets inégalés depuis la fin des années 1980.

Pierre Patry a souligné que le FDP, malgré son déficit, a permis de soutenir les actions que les membres ont décidé de mener. Toutefois, il souligne que le Fonds de soutien extraordinaire vient amoindrir le déficit du budget de fonctionnement. En effet, il avait été convenu, lors du précédent congrès, que ce dernier puisse venir en appui au FDP.

Pierre Patry conclut que « l'argent qui nous est confié vient de nos membres à partir des cotisations qu'ils décident de nous verser lorsqu'ils adhèrent à la CSN.

Notre rôle, conformément au thème du dernier congrès – Agir pour un monde solidaire –, a consisté à utiliser le plus judicieusement possible ces fonds en appui aux luttes. »

Daniel Leduc

Décès d'un défenseur des accidentés-es du travail



Le Dr Roch Banville, un pionnier de la défense des personnes accidentées du travail et des victimes de maladies professionnelles, est décédé le 28 avril dernier. Sa détermination et son dévouement envers cette cause l'ont amené à fonder, en 1983, la FATA, en compagnie des Michel Chartrand et Émile Boudreau. Le docteur Banville a mis sur pied un bureau médical en partenariat avec le CLSC des Faubourgs afin de permettre aux victimes de lésions professionnelles de faire reconnaître leur droit à des soins médicaux adéquats et à une réadaptation satisfaisante. Ceux et celles qui ont eu l'occasion de croiser le fer avec le docteur Banville pourraient témoigner à quel point il a été un adversaire coriace et créatif. Roch Banville a débuté sa pratique médicale à Sept-Îles en 1960, où il s'est battu pour l'obtention de l'hôpital, la construction du premier centre d'accueil et la mise sur pied d'un bureau de l'aide juridique. Il y a six ans, il publiait chez Lanctôt Éditeur le livre *La peau des autres*. Dans le cadre de notre congrès, une résolution sera soumise pour accorder à la FATA une aide de 120 000 \$. Hommage à un grand défenseur des travailleuses et des travailleurs du Québec.

Bière, musique et politique

Ce mercredi soir 11 mai, les congressistes de la CSN qui aiment la musique et la danse traditionnelle québécoise, bretonne et irlandaise sont invités au Café La Petite Gaule dans le quartier Pointe Saint-Charles où se tient la session mensuelle Sur la pointe des pieds. Violonneux, accordéonistes, joueurs de flûte, guitaristes font « swigner » les danseurs et les gigueurs sous les « calls » entraînant de Mireille



Girard. Votre hôte est un retraité de la CSN, Luc Latraverse, qui est tombé en amour avec ce quartier ouvrier reconnu pour ses traditions de lutte et la vigueur de ses organisations communautaires. D'ailleurs, La Petite Gaule est gérée par la coopérative de citoyens Les irréductibles. Toutes sortes d'activités culturelles, sociales et politiques s'y tiennent chaque semaine. On peut y manger des sandwiches, et la bière n'est pas trop chère. L'entrée est gratuite, mais les contributions volontaires sont bienvenues. La Petite Gaule est située au 2525, rue Centre. Pour s'y rendre, on prend le métro (ligne verte, celle qui est sous le palais des congrès) vers Angrignon et on descend à la station Charlevoix. La Petite Gaule est à deux pas du métro. La soirée débute à 19 h. Tél. 931-1919.

café petite gaule
bière, musik & politik

Venez danser avec nous ou simplement écouter la musique en dégustant une bière ou un verre de vin.



Le président d'élection hante les couloirs

Guy Marsolais assume cette année la fonction de président des élections, une sinécure, selon toute apparence, cette année. Guy-Guy hante et arpente les couloirs du congrès depuis le début de la semaine, à l'affût, peut-être, de candidats potentiels. Au congrès de 2002, Guy agissait à titre de secrétaire d'élections, Irène Ellenberger en occupe la présidence. En trois ans, Guy a pris du galon et... un peu de poids ! Son pas est cependant toujours aussi assuré et son propos mesuré. Toujours agréable de le revoir.

Fusion FC-CSN et FSSS-CSN ?

Ce ne serait peut-être pas le fruit du hasard si le trésorier de la FC-CSN et la trésorière de la FSSS-CSN étaient parmi les premiers à s'inscrire au congrès, lundi... Sous le couvert de l'anonymat, une personne

occupant une position importante dans l'une des deux fédérations nous a révélé que Serge Fournier et Denyse Paradis participent aux travaux du comité des lettres de créances, avec Pierrette Poirier, présidente du Conseil central de la Montérégie. Selon notre source, les deux trésoriers habiteraient le même hôtel. À l'en croire, il existerait une porte communicante entre leurs chambres. Assisterons-nous à une fusion des deux fédérations ? À suivre.

Adieu veaux, vaches, cochons et... cocarde

Michel Taillefer, de l'Hôpital Sainte-Justine, est le premier délégué à avoir égaré sa cocarde. Il va de soi que le dévoué personnel du service des inscriptions ne l'a pas laissé dans cette situation orpheline, ce qui l'aurait obligé à errer le reste de la semaine dans les couloirs du palais des congrès. Le congrès-

siste a pu rapidement recouvrer son identité.

Présent depuis 1980

Journaliste au quotidien *La Voix de l'Est* à Granby, le président du syndicat affilié à la FNC-CSN, Fernand Bélanger, participe au 61^e Congrès de la CSN cette année. À une seule exception près, il n'a pas manqué un congrès depuis 1980. Bravo.

Un délégué capturé

Un délégué de la Commission scolaire de Joliette est arrivé dès 6 h 30 hier matin pour réserver une série de places dans la salle de la plénière du congrès. Intrigué de voir un délégué aussi matinal, se demandant même s'il s'était véritablement couché, le service d'ordre l'a réquisitionné d'office pour la distribution des documents du jour. Avis à celles et ceux qui arriveraient trop tôt dans les prochains jours, Robert Harpin vous attend de pied ferme.

Fer et Titane : toujours fiers de Roger Valois

« Nous sommes fiers qu'un membre de notre syndicat soit aujourd'hui le doyen du comité exécutif de la CSN, le vice-président Roger Valois », nous a confié Votaire Juin, du Syndicat des ouvriers du Fer et du Titane (CSN) de Sorel-Tracy. Le 18 mai prochain marquera les 21 ans de Roger Valois à la vice-présidence de notre centrale syndicale. Au nom du syndicat et des travailleurs de l'usine UGS et de la fonderie, il a relaté qu'on apprécie le grand tribun qu'est Roger Valois. « Il a le sens de la formule et de la répartie. Il n'a pas son pareil pour vulgariser des situations complexes. C'est toujours un bon raconteur, qui sait mobiliser les foules. D'ailleurs, quand ça ne va pas bien à l'usine, on fait appel à Roger. Ça lui fait plaisir de revenir à ses racines. » Est-ce que le congrès va souligner la longévité de Roger ? « Ça serait sympathique », selon Voltaire.

MOTS CROISÉS

À gagner, tous les jours : 10 t-shirts du Quotidien du congrès.

Apportez votre solution à Constance à la salle 513B
Arrivez tôt !

	1	2	3	4	5
1					
2					
3					
4					
5					

Horizontal

1. L'ensemble des ressources disponibles dans le budget du trésorier.
2. Copain.
3. Rarement le cas d'un ajournement.
4. 3.1416. Utile pour la couture.
5. Troisième personne du pluriel.

Vertical

1. Il s'en est déjà trouvé une à la CSN.
2. Le matin. Après tu.
3. Rigole.
4. Poème.
5. Intentes une action en justice.



SOLUTION D'HIER

	1	2	3	4	5
1	R	E	P	A	S
2	E	M	E	T	
3	T	A	U		P
4	I	N		S	A
5	F	E	L	E	R



À un congrès, on discute partout

Les discussions de corridor sont monnaie courante lors d'un congrès CSN et nombreuses et nombreux sont celles et ceux qui en profitent allégrement, surtout quand le soleil estival que nous avons connu hier est au rendez-vous.



De sérieux débats

En atelier, les délégués peuvent plus aisément intervenir que pendant les plénières. L'occasion est d'ailleurs plus propice en petits groupes où l'on peut débattre plus à fond des sujets qui nous passionnent. On débat, on vote et le comité synthèse collige le tout pour un retour vers les plénières.

De la très jeune relève

Passer une semaine en congrès de la CSN à Montréal n'est pas une évidence pour tous. Se libérer une semaine complète quand on a de jeunes enfants n'est pas du tout simple. Voilà pourquoi l'organisation du congrès offre des services de garde sur place afin que la conciliation famille-activités syndicales soit bien concrète.



Montréal la belle

Montréal sait se faire attrayante quand le soleil l'inonde de ses rayons chatoyants. Les photographes, amateurs comme professionnels, peuvent s'en donner à cœur joie pour laisser libre cours à leur imagination avec ce décor qui se laisse volontiers croquer.



On aime le monde

Le service de syndicalisation, on le sait, aime recevoir... des cartes de membre, des accréditations, évidemment, mais, en tout particulier, le monde. Pour s'attirer le plus de gens possible, les membres du service offrent une grande tasse qui vous permet presque d'acheter votre café au litre !



Les jeunes actifs

Le stand des jeunes de la CSN n'a pas dérogé de la journée, hier. Filles et gars ont répondu à de nombreuses questions et fourni de la documentation. Les jeunes à la CSN prennent de plus en plus leur place et leur présence, avouons-le, est rafraîchissante.

SOLIDARITÉ SUCRÉE



La vente de chocolat équitable, au lait et au café, au profit des travailleuses et des travailleurs actuellement en grève, s'avère un franc succès. En effet, vous êtes venus acheter plus de 700 paquets dès la première journée de congrès ! Continuez comme ça, les grévistes ont besoin de vous et seront heureux de vous parler, chacun leur tour, au fil des jours de l'évolution du conflit auquel ils sont mêlés. Bien que Lise Poulin ait officiellement désigné comme signet l'objet de solidarité qui accompagne le chocolat, vous êtes autorisés à le porter comme collier. Rendez-vous devant la salle de la plénière. Solidarité !

GAGNANTES À LA MUTUELLE SSQ

Les gagnantes de mardi pour des bons de 100 \$ sont Sandra Gaucher et Johanne Lambert.

À VOTRE SANTÉ !

Parmi les stands qui entourent l'entrée de la salle de la plénière, vous trouverez aujourd'hui un comptoir garni de documents d'information sur la santé et la sécurité au travail. De grands pas ont été franchis dans ce domaine ces dernières années. Toutes les politiques de prévention seront présentées, en matière d'amiante comme de santé mentale. Procurez-vous entre autres la brochure *Ciel, un hippopotame* qui parle de rapports hommes-femmes difficiles en milieu de travail. Découvrez aussi l'émergence des réseaux d'entraide tissés entre syndicats d'une même région et surtout entre collègues qui souhaitent un milieu de travail plus humain. Beaucoup d'information, mais pas de véritable consultation sur place, merci ! P.S. Un petit cadeau est prévu pour celles et ceux qui répondent au quiz santé et sécurité.



À 17 heures, ne manquez pas le grand événement multimédia présenté par Roger Valois, et préparé par François Forget, Michel Forget et Richard Lavallière. Dans cette rétrospective des luttes syndicales des trois dernières années, la vidéo, la photo et le son mettent la lumière sur ce qu'ont vécu les travailleuses et les travailleurs impliqués dans de longs conflits comme celui de Cargill (38 mois), Radio-Nord (22 mois) ou Cascades Fjorcell (6 mois). Attention : émotions.

RÉPONSE À LA QUESTION D'HIER

Le voile s'est levé sur l'énigme d'hier. Il s'agissait (tout simplement) du thème du Congrès spécial de 1979, tenu à Québec : *Pour la défense des intérêts des travailleuses et travailleurs dans la lutte contre l'oppression nationale du peuple québécois.* Comment, vous ne l'aviez pas reconnu ?

STAND DES OUTILS COLLECTIFS

Vous connaissez sûrement Bâtirente et Fondation, qui vous aident entre autres à préparer vos vieux jours par le biais d'un véhicule d'épargne pour la retraite. Vous connaissez peut-être aussi le groupe MCE Conseil, également mis sur pied à l'initiative de la CSN, qui fait des analyses d'entreprises depuis 1987. D'autres outils qui gagnent à être connus, comme la Caisse d'économie solidaire, la caisse Le Chaînon, Filaction et le Fonds de formation professionnelle seront aussi présentés à un stand, de mardi à vendredi. Les militants CSN ont tout « intérêt » à s'arrêter pour mieux connaître ces sept outils collectifs qui assistent les syndicats dans leur action. Vous pourrez aussi participer à un tirage en répondant à un questionnaire qui sera disponible sur les tables, ce matin. Pour participer, rapportez-le à ce stand.

CLIC !

Il ne faut qu'une fraction de seconde pour transmettre à la postérité un souvenir. Nos photographes, Michel Giroux et Alain Chagnon, arpenteront aujourd'hui le palais des congrès pour immortaliser la vie qui y foisonne. Admirez demain matin, entre 8 h 30 et 9 h, leurs chefs-d'oeuvre captés aujourd'hui. Ils seront projetés sur les écrans de la salle de la plénière.

POUR NE PAS JETER LA SERVIETTE

C'est à la salle 516A que vous pouvez déposer vos serviettes CSN sans crainte, de 8 h 30 à 19 h, pour la modeste somme de 3 \$ par jour, ou 12 \$ la semaine. Différents groupes de grévistes sont là pour prendre vos affaires en mains. Les enfants, les chiens et les sacs d'épicerie ne sont malheureusement pas acceptés à la consigne. Merci de votre collaboration !

